



Déclaration intersyndicale des élus et représentants syndicaux CFDT, CGT, FO, FSU, SNAP, STC au CSEC du 9 oct. 2024

La suppression de 500 postes à France Travail est inacceptable !

L'annonce du Gouvernement de mesures austéritaires de - 60 milliards d'€ en 2025 à l'encontre des services publics, la sécurité sociale et les collectivités territoriales est scandaleuse.

Ce sont des centaines de milliers de postes dans la Fonction Publique qui vont être amenés à être supprimés, des missions réduites ou privatisées et nos droits à la Protection Sociale de nouveaux attaqués.

Au sein de France Travail, après les recommandations de l'Inspection Générale des Affaires Sociales et de l'Inspection Générale des Finances de diminuer de 700 postes les effectifs de France Travail en 2025 et les annonces de la DG au Conseil d'Administration de France Travail en juillet de « gain d'efficacité » représentant 2900 postes d'ici 2027, le Gouvernement a tranché : 500 postes sont supprimés en 2025 à France Travail dans le cadre du Projet de Loi de Finances.

A ces réductions de postes, nos moyens d'interventions risquent une nouvelle fois d'être diminués.

Nos organisations syndicales se sont majoritairement opposées à la Loi Plein emploi. Pour sa mise en œuvre, le Directeur Général avait annoncé son besoin de 2,3 à 2,7 milliards d'€ pour la période 2024-2026. Force est de constater qu'il n'en aura pas les moyens. La Direction Générale doit nous faire part des premières conclusions qu'elle en tire.

Tous les services publics sont attaqués, en particulier le ministère du travail et les missions d'accompagnement, d'orientation, d'insertion, de formation...

Nos organisations CFDT, CGT, FO, FSU, SNAP, STC exigent que France Travail ait déjà les moyens pour exercer ses missions au service des besoins des usagers. Par ailleurs, nos organisations CFDT, CGT, FO, FSU, SNAP, STC exigent toujours une augmentation générale des salaires et des traitements

D'ores et déjà, nos organisations CFDT, CGT, FO, FSU, SNAP, STC de France Travail s'opposent avec force à toutes réductions de nos moyens tant en effectifs que budgétaires et se réunissent dans les prochains jours pour envisager les actions qui s'imposent.